



**PRÉFET
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement des
Pays de la Loire**

Unité Inter-Départementale Anjou Maine
Pôle risques accidentels
rue du Cul d'Anon
BP 80145
49183 Saint-Barthélémy d'Anjou

Saint-Barthélémy d'Anjou, le 04/12/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/11/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

TERRENA

7 avenue Jean Joxe
BP 248
49100 Angers

Références : 2024-526_INSP_TERRENA-Ecouflant_RAP
Code AIOT : 0006301365

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/11/2024 dans l'établissement TERRENA implanté à la Charonnière 49000 Écouflant. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TERRENA
- La Charonnière 49000 Écouflant
- Code AIOT : 0006301365
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

- Usine de fabrication d'aliments pour animaux et silos

Thèmes de l'inspection :

- Air
- ATEX
- IED-MTD

- Risque incendie
- Risque surpression/projection

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Système de management environnemental	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article 5 de l'annexe	Demande d'action corrective	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Efficacité énergétique	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article 8 de l'annexe	Demande d'action corrective	1 mois
5	Localisation des risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Demande d'action corrective	1 mois
6	Installations électriques - Vérification	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
7	Protection contre la foudre - Carnet de bord	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 19	Mise en demeure, respect de prescription	4 mois
8	Protection contre la foudre - Enregistrement des impacts	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	Demande d'action corrective	1 mois
9	Protection contre la foudre - Vérifications périodiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	Mise en demeure, respect de prescription	4 mois
10	Protection contre la foudre - Travaux à l'issue de l'étude technique	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 20	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
11	Vieillessement des structures	Arrêté Préfectoral du 28/10/2016, article 2.3	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
12	Inertage	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 11	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Surveillance des émissions dans les effluents gazeux canalisés	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, articles 2 et 15.2 de l'annexe	Sans objet
4	Efficacité énergétique : Aliments composés pour animaux	Décision d'exécution du 12/11/2019, article 2.1.1 de l'annexe	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Concernant la protection des installations contre la foudre, il a été constaté des retards importants sur la réalisation de travaux et pour lesquels aucune action n'a été engagée par l'exploitant et ce malgré les conclusions des rapports de vérification des installations de 2022, 2023 et 2024. Pour ce sujet, il est donc proposé un arrêté préfectoral de mise en demeure de respecter les dispositions de l'arrêté ministériel du 04/10/2010.

Par ailleurs, en lien avec la maîtrise du risque incendie, il a été constaté l'absence de réalisation d'actions correctives suffisantes suites aux rapports de vérification des installations électriques de 2024 qui attestent que les installations peuvent entraîner des risques d'incendie et d'explosion (comme les précédents rapports de 2023). Pour ce point, l'exploitant a transmis, après l'inspection, des justificatifs d'un retour à la conformité (bon de commande de matériels signé après l'inspection, point d'avancement du traitement des constats de danger relevés par l'organisme compétent).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Surveillance des émissions dans les effluents gazeux canalisés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/02/2020, articles 2 et 15.2 de l'annexe	
Thème(s) : Risques chroniques, Respect de la fréquence et des valeurs limites d'émissions	
Prescription contrôlée : <u>Art. 2</u> Sauf indication contraire, les valeurs limites d'émission (VLE) dans l'air désignent des concentrations exprimées en mg/Nm ³ dans les conditions normalisées suivantes : gaz secs à une température de 273,15 K et à une pression de 101,3 kPa, sans correction de la teneur en oxygène. Les valeurs limites d'émission sont établies en moyenne sur la période d'échantillonnage, définie comme la valeur moyenne de trois mesures consécutives d'au moins 30 minutes chacune. Si, en raison de contraintes liées à l'échantillonnage ou à l'analyse, des prélèvements/mesures de 30 minutes ne conviennent pas pour un paramètre, quel qu'il soit, il convient d'appliquer une période de mesurage plus appropriée. Lorsque les effluents gazeux d'au moins deux sources sont rejetés par une cheminée commune, la VLE s'applique à l'effluent gazeux global rejeté par cette cheminée. Pour la surveillance des effluents gazeux, l'exploitant utilise des méthodes d'analyse lui permettant de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. Les normes EN sont réputées permettre l'obtention de données d'une qualité scientifique suffisante.	
Substance/paramètre	Norme
Poussière	NF EN 13284-1
PM2,5 et PM10	NF EN ISO 23210
COVT	NF EN 12619
NOX	NF EN 14792
CO	NF EN 15058
SOX	NF EN 14791
Les mesures sont effectuées au niveau d'émission prévu le plus élevé dans les conditions normales de fonctionnement. Les VLE et la fréquence de surveillance des effluents gazeux applicables sont précisées au titre III. <u>Art. 15.2</u> Valeurs limites d'émissions (VLE) et surveillance des rejets dans l'air Les émissions dans l'air respectent les VLE et sont surveillées aux fréquences suivantes.	

Paramètre	Secteur d'activité	Procédé spécifique	VLE en mg/Nm ³	Fréquence de surveillance
Poussière	Broyage et refroidissement des granulés dans la fabrication des aliments composés pour animaux	Broyage	Unités nouvelles : 5 Unités existantes : 10	Une fois par an
	Broyage et refroidissement des granulés dans la fabrication des aliments composés pour animaux	Refroidissement de granulés	20	Une fois par an

Constats :

Par courriel du 30/10/2024, l'exploitant a transmis le dernier rapport des 12-13/06/2024 des mesures des rejets de poussières réalisé sur le site par la société SOCOTEC montrant un respect de la valeur limite d'émission (VLE) en concentration pour le paramètre poussières pour les rejets au niveau des 3 presses (presse n°1 : 0,36 mg/Nm³ - presse 2 : 1 mg/Nm³ - presse 3 : 0,23 mg/Nm³ pour une VLE de 20 mg/Nm³) et du broyeur (1,21 mg/Nm³). Il est à noter que le rapport fait état de non-respect de la norme NF EN 13284-1 pour les mesures. Toutefois, selon le rapport, les écarts ne remettent pas en cause la déclaration de conformité.

Lors de la visite, il a été rappelé à l'exploitant que depuis le 04/12/2023, la fréquence de contrôle est dorénavant annuelle. Les 4 émissaires de ces points de rejets ont pu être visualisés. A cette occasion, l'exploitant a indiqué que la sortie de l'émissaire de la presse n°3 (en mauvais état) devait être remplacé très prochainement (matériel reçu mais non installé).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Système de management environnemental

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article 5 de l'annexe

Thème(s) : Risques chroniques, Revue périodique

Prescription contrôlée :

L'exploitant met en place et applique un système de management environnemental (SME) présentant toutes les caractéristiques suivantes :
[...] XIX. Revue périodique, par la direction, du SME et de sa pertinence, de son adéquation et de son efficacité ;

Constats :

Malgré la demande de l'IIC en amont de la visite d'inspection, l'exploitant n'a pas transmis la dernière revue périodique, par la direction, du SME et de sa pertinence, de son adéquation et de son efficacité.

Lors de la visite, l'exploitant a indiqué avoir mis en place un SME au printemps 2023 sous la forme d'un fichier informatique "analyse des aspects environnementaux" (contenu non contrôlé lors de la visite).

Au jour de la visite, il n'avait pas été réalisé de revue périodique depuis la mise en place du SME. Il est prévu d'en réaliser une avant fin 2024.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

=> Réaliser une 1^{ère} revue périodique, par la direction, du SME et de sa pertinence, de son adéquation et de son efficacité.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Efficacité énergétique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article 8 de l'annexe
Thème(s) : Risques chroniques, Plan d'efficacité énergétique et utilisation de techniques courantes
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant applique la technique a et une combinaison appropriée des techniques énumérées au point b.</p> <p><u>a/ Plan d'efficacité énergétique :</u> Un plan d'efficacité énergétique intégré dans le système de management environnemental (cf. point 5) consiste à définir et calculer la consommation d'énergie spécifique de l'activité (ou des activités), à déterminer, sur une base annuelle, des indicateurs de performance clés et à prévoir des objectifs d'amélioration périodique et des actions connexes. Le plan est adapté aux spécificités de l'installation.</p> <p><u>b/ Utilisation de techniques courantes :</u> Les techniques courantes comprennent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • La régulation et le contrôle des brûleurs ; • La cogénération ; • Les moteurs économes en énergie ; • La récupération de chaleur au moyen d'échangeurs thermiques ou de pompes à chaleur (y compris la recompression mécanique de vapeur) ; • L'éclairage ; • La réduction au minimum de la purge de la chaudière ; • L'optimisation des systèmes de distribution de vapeur ; • Le préchauffage de l'eau d'alimentation (y compris l'utilisation d'économiseurs) ; • Les systèmes de commande de procédés ; • La réduction des fuites du circuit d'air comprimé ; • La réduction des pertes thermiques par calorifugeage ; • Les variateurs de vitesse ; • L'évaporation à multiples effets ; • L'utilisation de l'énergie solaire.
<p>Constats : L'usine de nutrition animale est alimentée en électricité et en gaz naturel de ville. L'électricité permet l'alimentation et le fonctionnement des procédés et le gaz, le fonctionnement de la chaudière dédiée à la production de la vapeur nécessaire à l'étape de granulation. L'exploitant a transmis en amont de la visite le bilan des consommations annuelles (2021, 2022 et 2023) en électricité, en gaz et en eau qui sont en diminution.</p> <p>Pour le point a) <u>Lors de la visite, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter le dernier audit énergétique effectué (de 2021 selon le dossier de ré-examen IED transmis par courriel du 08/07/2021) ayant conduit à un plan d'action spécifique et son plan d'efficacité énergétique :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • <u>définissant et calculant la consommation d'énergie spécifique de l'activité IED,</u> • <u>déterminant sur une base annuelle, des indicateurs de performance clés et prévoyant des objectifs d'amélioration périodique et des actions connexes.</u> <p>Toutefois, l'exploitant a confirmé que certaines dispositions évoquées dans le dernier dossier de réexamen IED étaient bien en place, en particulier, des tableaux de bord internes hebdomadaires de suivi des consommations d'énergie et de vapeur, de production, de durabilité, des tableaux de bord mensuels de la chaufferie (consommation gaz, eau) et des tableaux de relevés mensuels des différents compteurs du site (électrique, gaz, eau). Ces enregistrements n'ont pas été consultés lors de la visite.</p>

Pour le point b)

Un contrôle par sondage des techniques évoquées dans le dossier de réexamen IED transmis par courriel du 08/07/2021 a permis notamment de constater lors de la visite la réalisation de la vérification du rendement du brûleur de la chaudière tous les 3 mois (dernier contrôle du 30/10/2024), la présence de calorifugeage et l'installation progressive de LED.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Par courriel du 18/11/2024, l'exploitant a transmis :

- le rapport du 07/01/2022 de la Coopération Agricole Solutions + suite au dernier audit énergétique dont les opportunités d'amélioration (dans un 1^{er} temps, mettre en place un variateur de vitesse sur le ventilateur des refroidisseurs des 3 lignes puis dans un 2^e temps récupérer la chaleur sur le compresseur) sont reprises dans le plan d'efficacité énergétique,
- son plan d'efficacité énergétique depuis 2018 qui comprend un calcul de la consommation d'énergie spécifique de l'activité à partir de la quantité d'aliments fabriqués, des consommations d'électricité et de gaz et le ratio associé ainsi que les travaux réalisés sur le volet énergétique. Ce plan ne définit pas explicitement la consommation d'énergie spécifique de l'activité IED ni d'indicateurs de performances clés. Il précise que des devis ont été sollicités en 2024 pour mettre en place les variateurs de vitesse préconisés dans le dernier rapport d'audit énergétique.

=> Définir la consommation d'énergie spécifique de l'activité (ou des activités) dans le plan d'efficacité énergétique.

=> Déterminer, sur une base annuelle, des indicateurs de performance clés et prévoir des objectifs d'amélioration périodique et des actions connexes en lien, par exemple, avec les audits énergétiques.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Efficacité énergétique : Aliments composés pour animaux

Référence réglementaire : Décision d'exécution du 12/11/2019, article 2.1.1 de l'annexe

Thème(s) : Risques chroniques, Consommation d'énergie spécifique (moyenne annuelle)

Prescription contrôlée :

Les techniques générales destinées à accroître l'efficacité énergétique sont indiquées à la section 1.3 des présentes conclusions sur les MTD. Les niveaux indicatifs de performance environnementale sont présentés dans le tableau ci-dessous :

Aliments composés pour animaux : 0.01 - 0.10 MWh/tonne de produits

Constats :

Selon le rapport de réexamen IED transmis par courriel du 08/07/2021, les niveaux de performance environnementale étaient les suivants : 0,063 MWh/tonne de produits fabriqués, 0,062 en 2019 et 0,066 en 2020. Ce ratio serait transmis semestriellement à l'organisme TECALIMAN pour comparatif avec le niveau du secteur de la nutrition animale.

Malgré la demande de l'IIC, l'exploitant n'a pas transmis en amont de la visite les niveaux de performance environnementale pour les années 2021, 2022 et 2023.

Lors de la visite, l'exploitant n'a pas été en mesure de fournir ces niveaux (cf fiche de constats n°3).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Par courriel du 18/11/2024, l'exploitant a transmis les niveaux de performance environnementale pour son activité en 2021 (0,063), 2022 (0,067) et 2023 (0,066) qui sont compris dans l'intervalle 0,001- 0,10 MWh/tonne de produits.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Localisation des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48

Thème(s) : Risques accidentels, Plans

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée.</p> <p>Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.</p> <p>La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Inspection du 14/12/2021</u></p> <p>L'exploitant avait indiqué à l'inspection avoir réalisé en 2020 en interne une mise à jour de l'évaluation des zones ATEX. Le zonage ATEX avait été reporté sur un plan synoptique du process.</p> <p><u>Par courriel du 30/10/2024</u>, l'exploitant a transmis :</p> <ul style="list-style-type: none"> le plan d'intervention incendie de juin 2023 du site qui comporte <u>plusieurs plans qui n'identifient pas clairement les zones susceptibles d'être à l'origine d'un incendie ou d'une explosion</u>, le plan des zones ATEX (version 2024) sur un plan synoptique du process. <p><u>Lors de la visite</u>, il a pu être constaté par sondage la présence d'une signalisation des zones ATEX dans l'usine et le silo n°1.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>=> Reporter sur un plan les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 6 : Installations électriques - Vérification

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Vérification</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>AM du 04/10/2010 - art. 66</u></p> <p>A.-Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique. La conception, la réalisation et l'entretien des installations électriques conformément à la norme NFC 15-100 dans sa version en vigueur permettent de répondre aux exigences.</p> <p>L'implantation des lignes et cheminement est réalisée de manière à éviter leur dégradation par les matières entreposées.</p> <p>Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du Code du travail relatives à la vérification des installations électriques.[...]</p> <p>D.-Dans le cas d'un éclairage artificiel, seul l'éclairage électrique est autorisé.</p> <p>Si l'éclairage met en œuvre des lampes à vapeur de sodium ou de mercure, l'exploitant prend toute disposition pour qu'en cas d'éclatement de l'ampoule, tous les éléments soient confinés dans l'appareil.</p> <p>Les appareils d'éclairage électrique ne sont pas situés en des points susceptibles d'être heurtés en cours d'exploitation ou sont protégés contre les chocs.</p> <p>Ils sont en toute circonstance éloignés des matières entreposées pour éviter leur échauffement.</p>

[...] Les dispositions du point A sont applicables au 1er juillet 2023.

Le cas échéant, les travaux identifiés comme nécessaires pour la mise en conformité aux dispositions du point D sont réalisés avant le 1er septembre 2024.

AM du 29/03/2004 (silos) -art. 9

L'exploitant met en place les mesures de prévention adaptées aux silos et aux produits, permettant de limiter la probabilité d'occurrence d'une explosion ou d'un incendie, sans préjudice des dispositions du Code du travail. Il assure le maintien dans le temps de leurs performances.

Dans les locaux de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendies notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, les installations électriques, y compris les canalisations, doivent être conformes aux prescriptions de l'article 422 de la norme NF C 15-100 relative aux locaux à risque d'incendie.

Le silo est efficacement protégé contre les risques liés aux effets de l'électricité statique, des courants vagabonds et de la foudre.

Les appareils et systèmes de protection susceptibles d'être à l'origine d'explosions notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, doivent au minimum :

- appartenir aux catégories 1D, 2D ou 3D pour le groupe d'appareils II (la lettre "D" concernant les atmosphères explosives dues à la présence de poussières) telles que définies dans le décret n°96-1010 du 19 novembre 1996, relatif aux appareils et aux systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphère explosible;- ou disposer d'une étanchéité correspondant à un indice de protection IP 5X minimum (enveloppes "protégées contre les poussières " dans le cas de poussières isolantes, norme NF 60-529), et posséder une température de surface au plus égale au minimum : des 2/3 de la température d'inflammation en nuage, et de la température d'inflammation en couche de 5 mm diminuée de 75°C.

L'exploitant doit tenir à la disposition de l'Inspection des Installations Classées un rapport annuel.

Ce rapport est constitué des pièces suivantes :

- l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ;
- l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté ;

Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées.

Constats :

Malgré la demande de l'IIC en amont de l'inspection, l'exploitant a uniquement transmis par courriel du 18/11/2024, le dernier rapport de vérification des installations électriques par thermographie par la société SPIE du 24/10/2024 (Q19) qui ne relève aucune anomalie.

Lors de la visite, ont pu être consultés :

Pour les silos :

- le dernier rapport de vérification des installations électriques par SOCOTEC du 17/04/2024 (au titre des assureurs, vérification Q18) du silo 2 qui conclut que les installations électriques peuvent entraîner des risques d'incendie et d'explosion (13 constats de dangers dont 6 n'auraient pas été encore corrigés). L'exploitant n'a pas été en mesure de fournir l'état d'avancement du traitement des anomalies.

Pour l'usine :

- le précédent rapport de vérification des installations électriques par SOCOTEC du 29/09/2023 (au titre des assureurs, vérification Q18) de l'usine qui conclut que les installations électriques peuvent entraîner des risques d'incendie et d'explosion (18 constats de dangers qui avaient tous déjà été signalés en 2022). L'exploitant n'a pas été en mesure de fournir l'état d'avancement du traitement des anomalies. Enfin, l'exploitant n'avait pas encore reçu le rapport de vérification des installations électriques par SOCOTEC suite au contrôle réalisé les 29-30/10/2024.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Par courriels des 18-25/11/2024, l'exploitant a transmis :

- les rapports de vérification des installations électriques du 17/04/2024 (au titre des ICPE et du Code du travail) des silos 1 et 2 par l'organisme SOCOTEC et l'état d'avancement du traitement des anomalies issues de ces rapports. A ce titre, l'exploitant a joint les bons de commande du 18/11/2024 auprès des sociétés REXEL et ATMI permettant de lever les 3 dernières anomalies

<p>restantes issues des rapports de vérification des installations électriques des silos 1 et 2 du 17/04/2024 au titre des ICPE,</p> <p>- le rapport de vérification des installations électriques par SOCOTEC du 14/11/2024 (au titre des assureurs, vérification Q18) de l'usine qui conclut que les installations électriques peuvent entraîner des risques d'incendie et d'explosion (16 constats de dangers qui avaient tous déjà été signalés en 2022). Ont également été transmis les rapports de vérification des installations électriques des 18-20/11/2024 (au titre des ICPE et du Code du travail) de l'usine par l'organisme SOCOTEC et l'état d'avancement du traitement des anomalies (dont certaines issues du rapport Q18). A ce titre, l'exploitant a transmis les bons de commande auprès de la société ATMI du 22/10/2024 et des 13-14/11/2024 auprès des sociétés ELECT SYSTEM et CAM LOGIC permettant de lever l'ensemble des anomalies à l'exception d'une anomalie (non issue du rapport Q18 ou du rapport ICPE).</p> <p>=> Réaliser l'ensemble des travaux nécessaires, suite aux constats de danger formulés dans les rapports de vérification des installations électriques des silos et de l'usine par SOCOTEC (au titre des assureurs, rapport Q18) et dans les rapports (au titre des ICPE et du Code du travail) afin d'atteindre un bon état d'entretien des installations électriques. Des justificatifs relatifs à la réalisation des travaux commandés à l'issue de l'inspection sont à transmettre à l'IIC.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Protection contre la foudre - Carnet de bord

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 19
Thème(s) : Risques accidentels, Carnet de bord
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Un carnet de bord est tenu par l'exploitant. Les chapitres qui y figurent sont rédigés lors de l'étude technique.[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Malgré la demande de l'IIC, l'exploitant n'a pas transmis le carnet de bord en amont de la visite d'inspection.</p> <p><u>Lors de la visite, l'exploitant n'a pas été mesure de le présenter.</u> Selon lui, il ne dispose pas d'un tel document. Selon les derniers rapports de vérification transmis par l'exploitant ou consultés, il aurait été fourni à l'organisme de contrôle (cf fiche de constats n°9).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>=> Établir et tenir à jour le carnet de bord des installations de protection contre la foudre reprenant les diverses études (analyse de risque foudre, étude technique, travaux et vérifications).</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 4 mois

N° 8 : Protection contre la foudre - Enregistrement des impacts

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21
Thème(s) : Risques accidentels, Enregistrement des impacts
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois après un impact de foudre, par un organisme compétent.</p> <p>Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois après la vérification.</p>
<p>Constats :</p> <p>Sont actuellement présents sur le site, 3 compteurs d'impact foudre (2 pour le paratonnerre à dispositif armé (PDA) du silo 1 et 1 compteur pour le PDA de l'usine).</p>

Des vérifications mensuelles sont effectuées afin de pouvoir détecter un éventuel impact sur les installations. Les enregistrements associés pour l'année 2024 ont pu être consultés (<u>absence de la date exacte du relevé pour le mois sur ces registres</u>). Lors de la visite, il a pu être constaté que les 3 compteurs indiquaient qu'il n'y avait pas eu d'impact ("0").
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : => Veiller à renseigner la date exacte du contrôle des compteurs d'impact foudre afin de s'assurer qu'une vérification visuelle des installations de protection contre la foudre serait réalisée dans un délai maximal d'un mois après un impact.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 9 : Protection contre la foudre - Vérifications périodiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21
Thème(s) : Risques accidentels, Vérifications périodiques
<p>Prescription contrôlée : [...] Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent. L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent. Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance. Les vérifications ont notamment pour objet de s'assurer que le système de protection contre la foudre est conforme aux exigences de l'étude technique et que tous les composants du système de protection contre la foudre sont en bon état et capables d'assurer les fonctions pour lesquelles ils ont été conçus. La réalisation des vérifications conformément aux normes NF EN 62305-3, NF EN 62305-4 ou NF C 17-102 permet de répondre à ces exigences. [...] Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois après la vérification.</p>
<p>Constats : <u>Inspection du 14/12/2021</u> Suite à la visite d'inspection, l'exploitant avait justifié de la réalisation d'une vérification complète le 21/12/2021 par la société SOCOTEC, certifiée qualifoudre. Le rapport concluait à la conformité des installations de protection contre la foudre de l'usine de fabrication d'aliments pour animaux. L'IIC prenait note des actions correctives prises suite à la visite d'inspection. => L'exploitant devait veiller à la réalisation des vérifications périodiques selon la fréquence définie à l'article 21 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié. Si l'une de ces vérifications faisait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci devait être réalisée dans un délai maximum d'un mois.</p> <p><u>Par courriel du 30/10/2024, l'exploitant a transmis :</u> <u>> pour l'usine de fabrication d'aliments pour animaux :</u> - le rapport du 30/11/2023 de la vérification complète réalisée, par la société SOCOTEC le 27/10/2023 et le rapport du 11/09/2024 de la vérification visuelle réalisée, par la société SOCOTEC le 11/09/2024 faisant état d'aucune anomalie constatée. <u>> Pour les silos</u> - le rapport du 11/09/2024 de la vérification visuelle réalisée, par la société SOCOTEC le 11/09/2024 faisant état que "<i>les points décrits dans l'étude technique et sa notice de vérification ne sont pas en adéquation avec les installations vérifiées. L'ensemble des protections seront à mettre en conformité (Cf. étude technique).</i>" Lors de visite, il a pu être constaté que les précédents rapports de vérification complète des installations de protection contre la foudre de l'usine de 2021 (rapport du 21/12/2021) et des silos de 2023 (rapport du 29/11/2023 faisant état de la même conclusion que le rapport du 11/09/2024) étaient disponibles. Enfin, l'exploitant n'a pas été en mesure de fournir le carnet de bord des installations de</p>

protection contre la foudre des silos (cf fiche de constats n°7) permettant de retracer l'ensemble des travaux et des vérifications effectuées depuis l'analyse du risque foudre réalisée par Bureau Veritas du 26/06/2009, et l'éventuel rapport de vérification initiale (complète) qui aurait été réalisé par un organisme distinct de l'installateur, au plus tard six mois après l'installation des mesures définies dans l'étude technique d'Axe Environnement de mars 2012.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Par courriel du 18/11/2024, l'exploitant a transmis pour les silos le rapport de vérification visuelle des installations de protection contre la foudre de 2022 (rapport du 19/09/2022) par la société SOCOTEC qui présente la même conclusion que les rapports de vérification de 2023 et 2024 par SOCOTEC. Ainsi, aucune action de remise en état ou corrective n'a été réalisée dans le délai maximum d'un mois après les vérifications de 2022, 2023 et 2024. => Cf fiche de constats n°10 (réalisation des travaux issus de l'étude technique) D'autre part, à l'issue de l'inspection, l'exploitant n'est pas en mesure de présenter le rapport de vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après l'installation des protections définies dans l'étude technique d'Axe Environnement de mars 2012 (les travaux de cette étude n'ayant pas tous été réalisés, cf fiche de constats n°10). => Réaliser une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, après l'installation des protections définies dans l'étude technique d'Axe Environnement de mars 2012.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 4 mois

N° 10 : Protection contre la foudre - Travaux à l'issue de l'étude technique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 20
Thème(s) : Risques accidentels, Travaux à l'issue de l'étude technique
Prescription contrôlée : L'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention sont réalisées, par un organisme compétent, à l'issue de l'étude technique, au plus tard deux ans après l'élaboration de l'analyse du risque foudre, à l'exception des installations à autorisation au titre d'une rubrique des séries 1000, 2000 ou 4000 autorisées à partir du 24 août 2008 et des installations à autorisation au titre d'une rubrique de la série des 3000 dont le dépôt complet de la demande d'autorisation est postérieur au 1 ^{er} septembre 2022, et non soumises à ces dispositions par ailleurs à la date du 31 août 2022, pour lesquelles ces mesures et dispositifs sont mis en œuvre avant le début de l'exploitation. Les dispositifs de protection et les mesures de prévention répondent aux exigences de l'étude technique.
Constats : Par courriel du 30/10/2024, l'exploitant a transmis, pour les silos, le rapport du 11/09/2024 de la vérification visuelle réalisée, par la société SOCOTEC le 11/09/2024 faisant état que " <i>les points décrits dans l'étude technique et sa notice de vérification ne sont pas en adéquation avec les installations vérifiées. L'ensemble des protections seront à mettre en conformité (Cf. étude technique).</i> " Lors de visite, il a pu être constaté que le précédent rapport de vérification complète des installations de protection contre la foudre des silos de 2023 (rapport du 29/11/2023) faisait état de la même conclusion que le rapport du 11/09/2024 (idem pour le rapport du 19/09/2022 transmis à l'issue de l'inspection, cf fiche de constats n°9). Aucune action de remise en état ou action corrective n'a été réalisée dans le délai maximum d'un mois après les vérifications de 2022, 2023 et 2024. En effet, l'exploitant a indiqué que certains travaux de l'étude technique (ET) de mars 2012 citée dans les rapports de vérification précités n'avaient pas été réalisés en particulier l'installation d'un paratonnerre à dispositif armé (PDA) sur le silo 2 et de parafoudre(s) sur les installations du silo 2. Lors de la visite, il a pu être constaté l'absence de PDA sur la tour de manutention du silo 2. L'exploitant n'a pas su expliquer cette absence de mise en conformité. Il a indiqué qu'un devis était en cours et les travaux seraient budgétisés sur 2025. Enfin, l'exploitant n'a pas été en mesure de fournir le carnet de bord des installations de

protection contre la foudre des silos (cf fiche de constats n°7) permettant de retracer l'ensemble des travaux et des vérifications effectuées depuis l'analyse du risque foudre réalisée par Bureau Veritas du 26/06/2009, l'ET d'Axe Environnement de mars 2012, les éventuels justificatifs de la réalisation des travaux nécessaires issus de l'ET et l'éventuel rapport de vérification initiale (complète) qui aurait été réalisée par un organisme distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Par courriel du 18/11/2024, l'exploitant a transmis pour les silos :

- l'analyse du risque (ARF) par Bureau Veritas du 26/06/2009,
- l'étude technique (ET) par Axe Environnement de mars 2012 concluant sur la nécessité de :
 - > vérifier le fonctionnement et les caractéristiques du PDA existant sur la tour de manutention du silo 1, le remplacer si besoin.
 - > installer un PDA sur la tour de manutention du silo 2 à 5 m de hauteur et de caractéristiques similaires au PDA existant,
 - > vérifier le fonctionnement du parafoudre de type 1 dans le TGBT du silo 1, le remplacer si besoin,
 - > Installer un parafoudre de type 1 dans le TGBT du silo 2,
 - > Installer un parafoudre de type 2 sur les alimentations des séchoirs des silos 1 et 2 (optionnel).

Ainsi, à l'issue de la visite, l'exploitant n'est pas en mesure de présenter les justificatifs afférents à l'installation de **tous** les dispositifs de protection et à la mise en place de **toutes** les mesures de prévention, par un organisme compétent, à l'issue de l'ET qui étaient à réaliser au plus tard deux ans après l'élaboration de l'ARF.

=> Installer tous les dispositifs de protection et mettre en place toutes mesures de prévention, par un organisme compétent, répondant aux exigences de l'étude technique d'Axe Environnement de mars 2012.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 2 mois

N° 11 : Vieillessement des structures

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/10/2016, article 2.3

Thème(s) : Risques accidentels, Mesures de prévention relatives au vieillissement des structures

Prescription contrôlée :

L'exploitant s'assure de la tenue dans le temps de la structure et des parois des silos. Il met en place a minima une procédure de contrôle visuel des parois de cellules, pour détecter tout début de corrosion ou d'amorce de fissuration. Ce contrôle est réalisé périodiquement, à une fréquence à déterminer par l'exploitant (à minima annuelle). En cas de constat de l'évolution des structures, un contrôle approfondi est mené (résistance, ferrailage, ...) et, le cas échéant, l'exploitant prend les mesures de mise en sécurité des installations qui s'imposent.

Constats :

Inspection du 08/12/2014

Une démarche avait été engagée au niveau du groupe TERRENA sur la problématique vieillissement des silos et en particulier sur le site d'Ecouflant. Dans le cadre de cette démarche, un état des lieux avait été réalisé sur chaque site (contrôle visuel des parois de cellules, pour détecter tout début de corrosion ou d'amorce de fissuration...). Les 1/2 cellules supérieures grains humides étaient en arrêt d'exploitation en raison de l'altération importante du béton (fissure, en cours d'expertise et de programmation de la réfection) dans l'attente de l'étude des structures en cours.

Inspection du 14/12/2017

L'exploitant avait transmis par courrier du 21/10/2015 un diagnostic sur la solidité de la charpente des cellules C22 à C28 du silo 1 (côté nord, SNCF) par STBAT. Ce diagnostic avait mis en évidence des déformations de la charpente (pieds de poteaux) et des fissures au niveau des cellules. L'origine de ces déformations avait été identifiée au niveau des pièces métalliques entre les cellules qui créent des pressions parasites. Les travaux relatifs au remplacement de ces pièces et de leurs fixations avaient été réalisés entre mars 2016 et décembre 2017. Par ailleurs, le silo avait fait l'objet d'une réfection complète au niveau des cellules par du béton et enduit en résine qui permettait de mieux résister à la différence de température (pour combler les fissures). Idem pour les cellules « dry ».

Malgré la demande de l'IIC en amont de la visite d'inspection, l'exploitant n'a pas transmis la procédure de contrôle visuel des parois et le dernier enregistrement de ce dernier avec l'éventuel suivi des actions correctives associées. Était uniquement joint un récapitulatif des travaux engagés depuis l'inspection de 2017 : renforcement de la charpente du silo 2 en 2019 (coût de 280 keuros) et réfection de l'étanchéité toiture terrasse boisdeaux en 2023 (coût de 400 keuros).

Lors de la visite, l'exploitant a indiqué que la 1^{ère} tranche du silo 1 avait été construite en 1970 et la 2^e tranche en 1976 et le silo 2 en 1984. Selon l'exploitant, certains documents (plans, notes de calcul...) pourraient être disponibles dans les archives au siège d'Ancenis et auraient été utilisés lors du dernier diagnostic approfondi et des travaux réalisés en 2015-2017.

Il a confirmé qu'il n'existe pas de procédure de contrôle visuel des parois et qu'il n'était pas effectué de contrôle visuel annuel de ces dernières. Des actions correctives ponctuelles (non enregistrées) peuvent être mises en œuvre suite au signalement d'un membre du personnel. Il a indiqué ne pas réaliser de contrôle altimétrique (silos à proximité du Loir et de la Sarthe pouvant potentiellement engendrer des mouvements de sol).

Il a pu être constaté lors d'un contrôle par sondage des parois extérieures des silos 1 et 2 depuis le sol que :

- la couche d'étanchéité avait été reprise à plusieurs endroits sur les parois extérieures du silo 2,
- des morceaux de la couche d'étanchéité de la paroi extérieure se décollent ou sont tombés au niveau de la base du silo 2 dont la reprise par une entreprise extérieure serait programmée,
- des morceaux de la couche d'étanchéité de la paroi extérieure sont tombés au niveau de la base d'une cellule du silo 1 (côté voie ferrée).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

=> Mettre en place une procédure de contrôle visuel des parois de cellules, pour détecter tout début de corrosion ou d'amorce de fissuration. Elle devra notamment définir les personnes habilitées à réaliser ce contrôle, les modalités de ce contrôle (en interne/externe, conditions météorologiques...) et les moyens mis à disposition (nacelle, jumelles, drone, trame de rapport...), la nature des désordres susceptibles d'être constatés (épaufrement, éclat, fissures verticales ou horizontales, armatures visibles, corrodées...) et les suites à donner ainsi que leur suivi.

=> Réaliser un contrôle visuel annuel des parois des cellules et tenir à disposition de l'IIC les enregistrements. Ils devront notamment comprendre des photos, des plans des ouvrages avec les désordres constatés et les éventuelles actions à engager et leur suivi.

=> Confirmer la date de réalisation du dernier diagnostic approfondi de la structure de silos et prévoir le cas échéant un nouveau diagnostic dans un délai maximal de 10 ans (fréquence

préconisée dans le guide de l'état de l'art des silos).
=> Justifier de la prise en compte du risque de mouvement de sol en réalisant par exemple des relevés altimétriques selon une fréquence adaptée.
=> Transmettre les justificatifs de la réalisation de travaux de réfection de la couche d'étanchéité de la paroi extérieure des silos suite aux désordres constatés lors de la visite.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 12 : Inertage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 11
Thème(s) : Risques accidentels, Procédure et dispositifs
<p>Prescription contrôlée : <u>AM du 29/03/2004 - art. 11</u> Les cellules de stockage des silos béton fermées doivent être conçues et construites afin de permettre l'inertage par gaz en cas d'incendie. Cette disposition ne s'applique pas aux cellules de stockage contenant du sucre. Des procédures d'intervention pour la gestion des situations d'urgence sont rédigées par l'exploitant et communiquées aux services de secours. Elles doivent notamment comporter [...] la procédure d'inertage ;</p> <p><u>APC du 28/10/2016 - art. 2.2</u> Les cellules de stockage des silos béton fermées sont équipées de dispositifs afin de permettre l'inertage par gaz en cas d'incendie. Une procédure d'intervention accompagne la mise en œuvre de ces dispositifs en précisant notamment la localisation et les caractéristiques du système mis en place. Sont également mentionnées dans cette procédure :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les consignes à suivre pour disposer de gaz inerte, notamment en distinguant les différents types de feux (de surface ou à cœur de cellules) ; • le délai probable d'approvisionnement en gaz inerte ; • les coordonnées des sociétés susceptibles de délivrer ce gaz. Celles-ci doivent être disponibles à tout moment, sur le site ou au siège social de l'entreprise, et mises à jour aussi souvent que nécessaire. <p>Le caractère opérationnel de ces moyens d'inertage doit être assuré par l'exploitant.</p> <p><u>Guide de l'état de l'art des silos, version 3 et son annexe B</u></p>
<p>Constats : Sur la cinquantaine de cellules disponibles dans les silos 1 et 2 (en béton), seules 6 cellules sont fermées.</p> <p>Par courriel du 30/10/2024, l'exploitant a transmis la procédure d'inertage (version 1 d'octobre 2017) qui précise l'emplacement des piquages d'inertage : 4 piquages au niveau des cellules 2, 4, 6, 8 du silo 1 et 2 piquages pour les cellules CD2 et CD4 du silo 2 (photos présentes).</p> <p><u>Lors de la visite</u>, il a pu être constaté :</p> <ul style="list-style-type: none"> - qu'il n'y a pas de système d'inertage fixe (absence de stockage de gaz inerte et d'un réseau de tuyauteries fixes). Des équipements mobiles (camion citerne ou bouteilles de gaz inerte) et des tuyaux flexibles devraient donc être amenés et installés sur site pour réaliser cette opération, - que les 4 piquages d'inertage du silo 1 situés en bas des cellules étaient signalés et accessibles à hauteur d'homme (dans la galerie sous cellules). <u>Toutefois, ceux des cellules 8 et 4 sont moins accessibles (dû à l'encombrement des installations). D'autre part, l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier que le diamètre des raccords de ses piquages seraient compatibles avec les tuyaux flexibles qui seraient utilisés (point non spécifié dans la procédure).</u> - que <u>le site ne dispose pas d'équipement de type réchauffeur/skid dans le cas où un camion citerne de gaz inerte serait utilisé. A ce titre, l'exploitant a indiqué qu'il n'avait pas défini quelle(s) technique(s) serai(en)t employée(s) sur son site (possibilité d'utiliser aussi des bouteilles de gaz</u>

<p>inerte) et qu'il réfléchissait à l'acquisition d'un réchauffeur/skid pour l'ensemble des silos de la coopérative ou à mettre en place une convention de mise à disposition avec un autre exploitant de silos de la région (points non spécifiés dans la procédure).</p> <p>- que l'aire de stationnement du camion citerne de gaz inerte n'est pas définie et ce en lien avec les zones d'effets issues de l'étude de dangers (point non spécifié dans la procédure),</p> <p>- que l'établissement ne possède pas de tuyaux flexibles pour relier les piquages aux équipements nécessaires pour réaliser une opération d'inertage. L'estimation de la longueur maximale nécessaire selon la stratégie à adopter n'est également pas connue (point non spécifié dans la procédure).</p> <p>D'autre part, en sus des absences précitées relatives au système ou à la stratégie qui seraient mis en place, la procédure d'inertage ne définit pas :</p> <p>- le délai probable d'approvisionnement en gaz inerte (uniquement nom du prestataire, Air Liquide avec son numéro de téléphone),</p> <p>- les stratégies opérationnelles potentielles (utilisation de mousse à haut foisonnement, injection de gaz inerte par le haut de la cellule lors de la vidange...) si possible en concertation avec le SDIS comme préconisé par le guide de l'état de l'art (par exemple, injection de mousse à haut foisonnement par la tête de la cellule puis injection par la base de la cellule de gaz inerte puis vidange de la cellule etc). Pour rappel, l'annexe B du guide de l'état de l'art des silos présente les différentes configurations possibles ainsi que le déroulement de ces étapes et ce jusqu'à la vidange de la cellule.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>=> Spécifier dans la procédure d'inertage :</p> <p>- le délai probable d'approvisionnement en gaz inerte,</p> <p>- les caractéristiques du système et la stratégie opérationnelle qui seraient mis en œuvre compte-tenu des absences constatées dans la présente inspection et en lien avec les préconisations du chapitre 5 de l'annexe B du guide de l'état de l'art des silos de 2008.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>